



AGROBIOSCIENCES

CHRONIQUES INRA 2020

29 MARS 2002

NANCY, A LA RECHERCHE DU FUTUR DANS LA FORÊT LORRAINE

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« **INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche** »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« **Au risque du débat : paroles d'acteurs** ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« **Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020** ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€. Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« **Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie** »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Nancy

A la recherche du futur dans la forêt lorraine

29 mars 2002

Isolé sur la terre de Lorraine ?

C'est un petit avion d'une vingtaine de places qui fait la liaison entre le hub de Clermont-Ferrand et l'aéroport de Metz-Nancy... Le nord-est de la France en survol offre une allure bien différente des terrains des pentes aquitaines ou des reliefs du Massif Central qui me sont familiers, ou encore des rivages de l'ouest : grandes vallées où les fleuves et rivières s'étalent et se méandrent, grands parcellaires agricoles également, taches sombres des massifs forestiers.

Metz-Nancy, une aérogare modeste à l'ambition moderniste et à la conception fonctionnelle, métal et verre, jet des piliers métalliques... en attente d'une gare du TGV Paris-Strasbourg.

Descente sur le tarmac... Première respiration dans l'air du plateau lorrain, frais et sans odeur particulière, même pas une subtile évocation de lisier comme à Rennes. Ici, c'est la pureté des céréales et des forêts.

Que dit la presse locale pouvant nous concerner ? Justement « Le Républicain Lorrain » consacre aujourd'hui une page quasi complète à l'actualité de la recherche à Nancy. C'est l'informatique qui est en vedette : « **Le Centre informatique de l'INRIA de Nancy crève l'écran ! Recrutement sans précédent, extension de locaux, équipements high-tech de réalité virtuelle, supercalculateur !** ». Nous sommes « *dans la quatrième dimension...* »

Une annonce qui me concerne dans la sono de l'aérogare... Bertrand et Joseph, qui sont arrivés quelque temps avant moi, venant de Paris, ont jugé que j'avais trop de retard (toujours le « hub » de Clermont), et m'ont laissé seul avec instruction de trouver un taxi pour rejoindre l'INRA de Nancy par mes propres moyens. Mais c'est où l'INRA à Nancy ? Un bout de papier dans mes notes... c'est à Champenoux... Mais c'est où Champenoux ? Le chauffeur de taxi ne sait pas non plus ! Mais avec la grâce du GPS dont son véhicule est équipé, il n'a aucune inquiétude, il va m'amener à l'INRA sans détours ni retard.

Grandes lignes droites, circulation remarquablement faible, grands espaces de colza, versants boisés, prairies et vaches. Je découvre la particularité du lieu où je viens d'atterrir : c'est Vendred-Saint, et l'aéroport étant en Moselle, territoire qui relève du Concordat selon le droit allemand d'avant 1918, c'est aujourd'hui jour férié. D'où la faible circulation, et donc aussi 85 euros pour la course, avec en prime une traversée de Château-Salins et un commentaire du chauffeur sur sa halle au sel !

A l'écart du village de Champenoux, lui-même fort à l'écart de la métropole régionale, voici les bâtiments du Centre INRA « de Nancy », entourés de bois et précédés de prairies, couronnant le haut d'une colline.

Une belle salle en pente légère, traitée en couleurs « forêt bois » : moquette ocre, chaises habillées de vert pomme, plafond et paroi « tout bois », papier tramé ocre clair. Encadrée par de grands rideaux ocre rouge, une grande baie vitrée ouvre sur le décor arboré alentour : les hêtres sont en bourgeons, l'architecture des arbres se détache avec précision sur le ciel d'un bleu pur. Décor fort harmonieux et chaleureux, utilisant la palette des couleurs aquarelle de la forêt – printemps – été – automne.

La recherche forestière en ligne

10h45. Gilbert Aussenac et Bertrand Hervieu prennent place devant une cinquantaine de collègues. Equipement sono et d'enregistrement, grand écran TV... La table des conférenciers est un peu nue, avec comme seules aspérités une bouteille d'eau « Cristalline », quelques verres, un micro et deux chevalets.

Parmi l'auditoire, certains écoutent sagement les paroles de Bertrand Hervieu, et d'autres bavardent dans leur coin. Je ressens rapidement qu'ici, on ne fait pas dans l'enthousiasme démonstratif.

Bertrand Hervieu - Des explications tout d'abord... sur les raisons de sa venue à Nancy, sur le Contrat 2001-2004, sur la démarche « INRA 2020 ». J'écoute distraitement d'une oreille, tout en classant mes notes des débats antérieurs, et en restant attentif à ce que le Président pourrait dire de singulier dans le cadre spécifique de ce Centre.

Justement, à propos des UMR, des Ecoles Doctorales et des liens avec les Universités... :

« Il faut échanger les thésards comme dans certaines sociétés on échange les femmes... C'est une stratégie de lutte contre l'endogamie. Un concept qui relève du domaine anthropologique... Donc il faut produire des thésards pour pouvoir en recevoir. Et il ne faut pas recruter des maîtres de conférence formés dans la même université. »

Rires timides. L'ambiance, en ce jour de Vendredi Saint, est dure à réchauffer.

Et à l'attention des recherches forestières conduites ici... comme pour rechercher des alliés avec qui parler :

« Le secteur forêt-bois est un secteur exemplaire... Je ne le dis pas par flagornerie. Certains des travaux que vous conduisez ici ont contribué à la préparation de la Loi Forestière. »

Bertrand Hervieu interprète ceci comme le témoignage d'une bonne connaissance de la recherche de la part des acteurs de la filière et aussi de l'existence de bons échanges avec les partenaires de la recherche.

« Un coup de chapeau aussi à votre savoir-faire en matière de coopération internationale, de la Suède à la Grèce, dans l'Union Européenne ».

Alors quelles réactions, quelles questions, quelles préoccupations ?

Jean-François Dhôte, UMR LERBOF, met d'abord l'accent sur le décrochage qu'il ressent entre le sommet et la base de l'INRA :

« Les chefs et les sous-chefs n'ont pas compris les enjeux vécus en local. A la base, on n'y comprend rien, on n'a pas reçu de messages forts qui motivent un changement d'attitude. Les copains, ils ne croient plus aux discours. Ils pensent que la base n'a rien à dire pour seulement 2 ou 3 postes ouverts ! »

Bertrand Hervieu réagit sur cette question des postes par des remarques sur la logique du recrutement :

« Il faudrait recruter des tempéraments... pour une vie, plutôt que d'afficher des postes sur profil... Mais comment recruter au mieux ? La solution serait d'admettre que nous recrutons des gens qui ne sont pas immédiatement opérationnels sur un sujet, mais qui ont une capacité de renouvellement pour reconstruire ensuite sur d'autres sujets. »

André Granier, Ecophysiologie forestière, exprime aussi son scepticisme, à propos cette fois du discours sur les thésards :

« Ces thésards, qu'il faut échanger dites-vous, mais existent-ils ? Car ce que nous voyons, c'est que le nombre de bourses de thèse diminue ! Alors comment va se faire le

renouvellement des chercheurs si l'on forme moins de thésards ? Les Universités conduisent-elles des travaux de prospective à ce propos ? »

Frédéric Lapeyrie, chargé des relations avec la presse, comme en écho à l'ambiance de ce dialogue, témoigne lui de la difficulté des chercheurs, de « *leur hésitation à communiquer* ». Et il en donne une interprétation : « *l'anxiété du chercheur à communiquer en public par crainte de la confrontation ensuite avec sa hiérarchie.* ». Tout cela ça pèse !

Bertrand Hervieu en profite pour insister sur l'état d'esprit qui est fondamentalement celui de la recherche :

« Le doute, la controverse, la contradiction... Une erreur que nous avons commise, à propos des récentes crises : vouloir rassurer l'opinion ! »

Silence... personne ne veut intervenir, alors que le bourdonnement de conversations particulières semble indiquer que l'on n'en pense pas moins.

Alors, Marc Benoît, SAD Mirecourt, se hasarde à vouloir élever le débat au-dessus des contingences locales :

« Comment notre partenariat avec l'Europe peut-il se porter sur les questions du territoire ? Quelle idée les partenaires se font-ils du territoire ? En ce qui nous concerne, nous avons localement des relations de plus en plus fortes à l'échelle d'un territoire, mais notre structure est organisée selon une logique maillée à l'échelle nationale... Nos collègues étrangers travaillent eux également en référence au local, mais dans le cadre d'un autre modèle institutionnel que le nôtre, celui d'Universités qui ont une personnalité régionale. Comment inventer un mode de compatibilité, comment rendre compatibles ces cultures différentes et la nôtre ? »

Bertrand Hervieu :

« La réponse n'est pas très facile ! »

Forcément, c'est une question « SAD » ! Et, selon une logique bien connue au SAD, mais pas forcément partagée en dehors de cette enceinte particulière de l'INRA, il faut savoir « reformuler » la question avant de donner une réponse... Bertrand Hervieu s'y essaie courageusement :

« Comment les Centres de l'INRA, qui ont une identité nationale, peuvent acquérir un bon positionnement en région, tout en s'impliquant dans une stratégie Européenne ? C'est bien ça ?

Hésitation, puis : En fait, un Centre INRA à l'échelle d'une région comme de l'Europe, c'est le « portail » de tout l'INRA ! »

Et il feint l'inquiétude : « Ai-je bien répondu ? »

Marc Benoît réplique en une pirouette :

« C'est une ligne de fuite ! »

Bertrand Hervieu : « ... au sens des paysages... » Evidemment !

C'était la minute du SAD ! Une approche « néo-braudélienne » des territoires de la recherche, c'est peu dire !

Après ce moment d'émotion rare, nous pouvons passer au pot amical qui réunit tous les participants autour du bel escalier de bois qui marque de sa courbe le centre du bâtiment.

Financer la recherche forestière ou la gare du TGV ?

Petite salle de réception largement éclairée par une grande baie claire. Un menu de Vendredi-Saint, « coquillage et poisson », cependant arrosé de Champagne et de Château-Couhins blanc et rouge. Gilbert Aussenac reçoit en petit comité et soigne ses invités de marque.

« **Comment être repéré sur le plan international et celui de l'Union Européenne ?** »

C'est la question que Bertrand Hervieu annonce en entrée ! Son argumentaire est clair :

« Les Régions françaises veulent exister en Europe. L'INRA veut un partenariat étroit avec les Régions. Donc les Centres INRA et les Régions peuvent agir ensemble à l'échelle de l'Union Européenne. L'enjeu pour l'INRA est de construire l'Espace Européen de la Recherche, qui peut être une contribution importante à la construction de l'Union Européenne ».

Comment nos invités vont-ils prendre leur part au menu qui leur est ainsi proposé ?

Autour de la table :

François Muller, Vice-Président du Conseil Régional pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche Universitaire

Michel Defloraine, Vice-Président du Conseil Régional pour l'Agriculture, la Forêt et les Agro-Industries, également Président de la Chambre d'Agriculture de Moselle et Président de la Chambre Régionale d'Agriculture

Michel Dinet, Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

Jean-Yves Le Déaut, député, président de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques

Christian Rey, Directeur au Conseil Régional pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche Universitaire

François Werner, Vice-Président de la Communauté Urbaine de Nancy (Enseignement Supérieur et Recherche) représentant André Rossinot, Président de la Communauté Urbaine de Nancy

Bernard Decaris, Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie

Gilbert Aussenac a réuni du monde qui pèse politiquement au niveau régional, et même national pour quelques-uns.

Alors, cette alliance de l'INRA avec les Régions pour l'Europe que prône Bertrand Hervieu, qu'en pensent nos convives ? Je constate rapidement que ce midi, on ne fait pas dans l'esquive comme à Rennes il y a deux semaines. Nos interlocuteurs y vont direct, avec une manière particulière de sonder leurs vis-à-vis... : « A qui avons-nous affaire ? Il faut mieux nous connaître, dans nos atouts et nos faiblesses respectives, pour décider si nous pouvons faire plus ensemble... » Tel est le sentiment que je retire de ces deux heures passées.

L'ambition à l'échelle de l'Europe, avec quels moyens ?

François Muller ne perd pas de temps. Il a bien entendu l'INRA affirmer qu'à Nancy la recherche forestière est puissante, mais constate-t-il :

« La recherche forestière ne figure pas comme pôle majeur dans le Schéma de Services Collectifs Recherche et Enseignement Supérieur... C'est une déception ! Et elle n'est pas mentionnée non plus dans les axes de la coopération européenne en matière de recherche scientifique... »

Autrement dit : « L'INRA... êtes-vous vraiment aussi fort que vous l'affirmez ? » Un point marqué.

« Nous sommes d'accord sur le principe d'un engagement européen avec l'INRA », complète Michel Defloraine, « mais il faut que l'INRA soit repéré au niveau de l'Union Européenne. »

Et, ajoute-t-il :

« En ce qui nous concerne, nous donnons déjà beaucoup » : sur le Contrat de Plan Etat-Région, 9,5 millions sont consacrés à un programme « Environnement et Gestion Durable » dont 50% sont affectés à l'INRA. En outre, une Convention particulière permet de contribuer annuellement à des actions. Et nous finançons aussi des bourses post-doc, à raison de 1 MF par an. »

Nos interlocuteurs sont assez sympas pour nous ouvrir leur portefeuille... de partenariat international. C'est pour nous montrer qu'ils n'ont pas attendu l'INRA pour avoir une ouverture Européenne, et qui si il devait y avoir alliance, ils ont des ressources à mettre dans la corbeille en termes de relations et de partenariat :

Ainsi d'abord François Muller :

« La Région elle-même est engagée dans des actions de coopération décentralisée. Nous avons des accords avec la Suède et la Finlande... Et la Lorraine est le siège de « La Maison des PECO »

Puis Michel Defloraine :

« Et en matière agricole, nous avons aussi une coopération internationale avec la République Tchèque, l'Espagne et la Pologne. »

Et complète Michel Dinet :

« Nous participons à une région européenne avec la Sarre et le Luxembourg, entre les poids respectifs de Paris et de Strasbourg. La Lorraine coopère aussi avec une région du nord de la Hongrie. »

Ces constats étant faits côté Lorraine, quelles explications peut donner l'INRA et comment réagir à la perception qu'ont nos partenaires que finalement nous ne sommes pas aussi bons que nous le disons ? Nos faiblesses sont-elles réelles et cachées ?

Bertrand Hervieu :

« Tout d'abord, le Contrat 2001-2004 de l'INRA affiche clairement la recherche forestière, en tant que priorité de l'INRA. Peut-être pas assez, je suis prêt à l'admettre. Cependant, nous avons ouvert des postes en priorité sur les recherches forestières en accord avec les termes de la récente Loi d'Orientation Forestière qui identifie le besoin de recherche. Ensuite, par rapport à l'engagement européen, sachez que la recherche forestière de l'INRA est très ouverte sur l'Europe. C'est même au sein de la communauté scientifique de l'INRA, celle qui est la plus présente dans l'UE... Alors, comment le faire savoir ? Quel marketing territorial ? C'est pour nous une conviction partagée, mais comment le sait-on en France en dehors de l'INRA ? Soyez persuadés, que notre souci permanent, c'est de ne pas être limité par un horizon fermé ! ».

Gilbert Aussenac apporte la touche régionale de l'INRA et confirme que les unités de recherche de l'INRA ont un réel poids européen mais qu'il y a bien un problème de reconnaissance :

« Nous avons une très forte proportion de succès avec les contrats européens. Mais lorsque nous allons discuter avec le Rectorat à propos des Schémas de Services Collectifs et du Contrat de Plan Etat Région, nous constatons que nous ne sommes pas identifiés par l'Education Nationale. Or la filière bois en Lorraine est d'un poids économique majeur et nous y contribuons... Et notre stratégie a été de faire avancer les UMR, pour formaliser les liens avec les Ecoles et les Universités : tous les labos de l'INRA sont maintenant des UMR. »

Un accord sur quoi ?

Soit, enregistrent nos interlocuteurs. Il faudra mieux s'expliquer là-dessus... Mais si nous parvenions à conclure un accord, ce serait sur quoi ?

« *Quelle stratégie territoriale, pour valoriser et conforter le potentiel Nancéen ?* » s'interroge ainsi Michel Dinet.

« *Nous avons à résoudre des problèmes de communication (routes, TGV)... Devons-nous tout centrer sur quelques pôles tels que la forêt ? Or nous ne devons pas nous masquer une absence de stratégie régionale forte ! Tout particulièrement face à la force de la région voisine, l'Alsace... Alors, la tête de pont d'une spécificité lorraine peut-elle être « Forêt et Bois » ? Et dans ce cas, quels liens établir entre le Conseil Général et l'INRA ?* »

Jean-Yves Le Déaut pense qu'il faut faire un point sur l'investissement forêt de l'INRA en liaison avec l'importance de ce secteur à l'échelle régionale :

« *La filière forêt bois n'est pas suffisamment mise en avant à Nancy et au niveau national. Mais il faut mettre des liens, et avec ces liens vous l'INRA, vous serez incontournables. De plus, la filière « bois énergie » est une filière du futur. C'est un futur incontournable ! Autre domaine important lié à la forêt et au bois : la transformation de la cellulose, avec le recours aux systèmes enzymatiques bloquants. Enfin, le thème de la forêt est inséparable des préoccupations concernant le changement climatique...* »

Jean-Yves Le Déaut connaît son sujet sur le fond, et sur la base de ces arguments, il s'engage :

« *Je suis pour une identification d'un pôle « forêt bois » à Nancy, mais cette identification dépend de l'INRA dont nous attendons beaucoup !* »

François Muller précise l'affichage sur lequel la Région pourrait s'engager selon lui avec l'INRA :

« *Pour nous, le thème « Environnement et Gestion des Sols » est une priorité régionale. Jouez là-dessus et nous vous accompagnerons.* »

« *Si l'INRA décide d'augmenter ses effectifs de 50% à Nancy, la Région l'accompagnera.* »

Il est suivi dans ce sens par le représentant de la Communauté Urbaine de Nancy, François Werner, qui donne des gages en mettant en avant l'appui accordé à l'Institut National Polytechnique de Nancy, pour un programme « Matériaux » conduit en coopération avec la Suède. Evidemment, François Muller doit aussi avoir en tête la très grosse opération réalisée à Nancy par l'INRIA mentionnée dans la presse du jour, l'INRIA qui investit fortement en Lorraine avec le concours précisément des collectivités locales.....

Pour une région Lorraine lisible et attractive

A ce stade, faisons le point sur les termes de ces échanges. Nos interlocuteurs veulent :

- une région avec une stratégie forte...
- une région partenaire de l'INRA avec un pôle « forêt bois » incontournable, lisible au niveau français comme au niveau Européen...
- une recherche activement impliquée dans des préoccupations régionales où la qualité du territoire et de son environnement constituent des enjeux majeurs...

Je note aussi qu'au cours de cette conversation, la question de l'attractivité fait son chemin. Et même plus que la séduction lorraine est en train de gagner du terrain. Qu'est-ce qui peut attirer des chercheurs et des organismes de recherche et les amener à privilégier la Lorraine ? Comment les atouts de la Lorraine peuvent-ils séduire ? Voilà une préoccupation !

François Wermer :

« Une filière forêt bois peut-elle être une filière attractive ? et avec le concours de l'INRA ? »

Gilbert Aussenac :

« Il y a d'autres attirances pour les jeunes chercheurs en France... Donc la région Lorraine doit être attractive, aussi notamment en favorisant les équipements scientifiques. »

Bertrand Hervieu :

« Nous développons des actions qui favorisent la mobilité des chercheurs, avec des « lignes » particulières concernant les jeunes chercheurs »

Christian Rey :

« L'INRA, comme le CNRS et l'INSERM, met aujourd'hui l'accent sur les jeunes chercheurs... »

Derrière ces remarques sur l'attractivité, je sais qu'il y a quelques épines pour mes collègues de l'INRA... Le sentiment que les atouts historiques de ce Centre – la création du Centre National de Recherches Forestières, les recherches pionnières en matière de biométrie – ont été affaiblis par des essaimage successifs, des bouturages dont le développement a pu faire de l'ombre aux pieds mères nancéens : la recherche forestière vers Orléans, la biométrie vers Jouy-en-Josas puis Toulouse... Le sentiment aussi de vivre dans une région qui a du mal à se positionner en termes de stratégie : la reconversion mal vécue de la sidérurgie, un positionnement transfrontalier inconfortable, les difficultés du partenariat avec la région voisine Alsace. Ces défis du futur ont été bien cernés, il y a une dizaine d'années par le CESR de Lorraine¹.

Mais qui va payer la gare du TGV ?

Autour du dessert, Michel Defloraine, commente à mon attention en aparté, ce qu'est son exploitation agricole : *« Un paysage de prairies et de colza en vallée... Quel contraste avec les labours du Lauragais ! »*. Je lui explique à mon tour le paysage de la Mission d'Animation des Agrobiosciences. Il aurait aimé que j'intervienne lors de la prochaine session de sa Chambre d'Agriculture sur le thème « agriculture et société », mais c'est dans 2 semaines et je ne suis pas disponible. Nous échangeons nos cartes de visite... pour plus tard.

C'est dans une atmosphère faite d'échanges cordiaux et d'interrogations directes que Bertrand Hervieu arrive à l'heure de la conclusion au moment du café... :

« Non, je ne vais pas conclure ! Mais cependant 3 ou 4 points... »

Premièrement, nous partageons le souci d'une ambition européenne.

Ensuite, nous devons améliorer notre lisibilité et notre force européenne, en rassemblant nos moyens sur le domaine « forêt bois », en facilitant les activités d'un Pôle Lorrain autour de ce secteur.

Troisièmement, un objectif partagé concerne les thésards, les chercheurs, les enseignants. Construire l'espace européen de la recherche constitue un enjeu pour une nouvelle génération de chercheurs. Nous devons leur en donner envie et aussi de passer du temps ici en Lorraine ! »

Enfin, nous devons raisonner au-delà de 2004. C'est la raison d'être de ce grand débat que j'organise dans les Centres : l'INRA à l'horizon de 2020 ! Quels nouveaux fronts de science ?

¹ Conseil Economique et Social de Lorraine : « Lorraine, horizon 2003. Dix ans pour réussir », Février 1993.

Quelles nouvelles grandes questions scientifiques ? Comment les traiter ? Et où les traiter ? D'où l'importance de notre rencontre... pour la science dans cette région.

Nous sommes donc preneurs d'une réunion sur le thème : « La recherche, la Région, l'Europe ! »

Et pour finir avec une petite envolée lyrique et séductrice qu'il affectionne... :
« Vous nous avez dit que vous nous aimiez ! Nous attendons vos preuves d'amour ! »

J'avais donc bien compris : il s'agissait aujourd'hui de se séduire !

François Muller réplique aussitôt :

« Quand on aime, on ne compte pas ! » Rires...

Et il ajoute : *« Je vais pouvoir passer mon week-end tranquille ! »* Rires généralisés !

Mais pour que chacun comprenne bien les limites de cet amour, il éprouve le besoin de préciser : *« Il y a aussi l'Etat, évidemment. Nous ne pouvons pas tout payer ! Ainsi, le TGV... avec 2 milliards ! »*

Renvoi de balle de Jean-Yves Le Déaut, s'adressant hilare à François Muller :

« Donc la gare TGV est payée ! »

(Décodage : le TGV, c'est une facture de 1,8 milliards, mais sans la gare TGV d'interconnexion avec les TER dont le financement ne semble pas encore bouclé et est à la charge des collectivités !)²

Michel Dinet :

« Vous voyez, c'est l'unité totale ! ».

Les rires redoublent ! Et Michel Dinet ne s'arrête pas là ! :

« En amour, l'objet n'est pas de faire plus, mais de faire mieux ! »

Et Bertrand Hervieu, dans les éclats de rire :

« ... Et on sait prendre le temps ! »

Bilan... Il n'est pas évident que nos interlocuteurs aient été totalement convaincus par les arguments et les informations apportées, mais on s'est reconnu entre gens qui peuvent se parler et qui y prennent de l'intérêt, sinon même du plaisir... en ce Vendredi-Saint.

* * * * *

² Le Républicain Lorrain du 10 juillet regrette les nouveaux retards sur le chantier du « TGV Est » et les surcoûts auxquels il va falloir faire face.

Partager les questions !

Retour dans les lieux du matin, dans la salle de réunion toujours lumineuse aux couleurs « forêt bois », avec les mêmes, plus les invités : au total maintenant, on doit dépasser une soixantaine de personnes. L'atmosphère est plus chaude.

14h50. Gilbert Aussenac

Accueil : « *Quelles questions pour le futur de l'INRA ? Quoi faire et dans quels domaines ?* »

14h55. La parole est à Bertrand Hervieu sur « *Les 4 axes de programmation de l'INRA d'ici à 2004* ». 10 minutes...

15h05. « ***Nous avons besoin d'un dialogue avec vous dans le partenariat à l'horizon 2020 !*** »

Un exposé des motifs en 15 minutes...

« Le déplacement des fronts des fronts de science, la science qui se crée dans les Ecoles Doctorales. La construction des objets de recherche... mais le débat sur les orientations est premier. »

« Notre ambition, ce n'est pas de renforcer les moyens des fonds de pension américains... Nous devons nous engager dans une nouvelle construction de l'Europe

Il y a cinquante ans cette construction s'est faite sur la base de la réconciliation franco-allemande³. Et maintenant ? Or 50% du budget de l'UE sont consacrés à la politique agricole. La politique agricole commune doit être adossée à une réflexion critique et scientifique

Il faut être présent parmi les grandes puissances scientifiques et agricoles. Il faut connaître aussi ce qui se fait ailleurs qu'en Europe, par exemple en Inde. Car il y a là de grandes puissances émergentes qui seront demain des puissances scientifiques : l'Inde, la Chine, le Brésil... Donc, il nous faut y aller. »

« Notre démarche « INRA 2020 », c'est un appel à la réactivité vis-à-vis de ce qui peut se passer.

« Je vous invite donc à réfléchir sur trois choses :

- 1. le déplacement des grands fronts de la science***
- 2. l'avenir de notre stratégie de partenariat***
- 3. notre positionnement à l'échelle européenne. »***

15h20. On passe aux questions, aux interpellations, aux commentaires.

C'est la forêt qui va ouvrir le feu :

Tout d'abord, Bernard Roman-Amat, directeur régional de l'ONF (il doit partir, il veut être complet... et il va être long !)

Puis Gérard Armand, ingénieur régional de l'IDF et M. Bertelin, ingénieur du CRPF.

L'agriculture prendra le relais, avec deux éclairages :

Celui de l'institution consulaire, avec Thierry Defaix, directeur de la Chambre Régionale d'Agriculture

Et celui de l'agriculture biologique : François Thierry, Président de la Fédération Française d'Agriculture Biologique

³ NB – Nous sommes en Lorraine

On peut y joindre l'intervention de Pascal Roklin, Centre International de l'Eau, Critt Eau Environnement, Nancy

La société civile enchaîne avec des interventions de :

Carole Cousot, Fédération Départementale des Foyers Ruraux

Myriam Podor, Directrice du Centre d'Initiation à l'Environnement de Champenoux

Annie Sancassani, représentant l'Union Féminine Civique et Sociale (UFCS)

Enfin, la recherche et les universités constitue la quatrième famille qui va intervenir dans le dialogue avec Bertrand Hervieu :

Claude Burlet, Président de l'Université Poincaré de Nancy

Bernard Decaris, DRRT, Lorraine

Hélène Kirchner, directrice de l'INRIA en Lorraine

Marc Joucla, Délégué régional du CNRS

Allons-y !

Les questions forestières

Bernard Roman-Amat (ONF) a préparé son topo. Il annonce qu'il a plusieurs messages à transmettre, des interpellations, et il va distinguer celles qui sont destinées à la recherche, et celles qui concernent les chercheurs. Donc des attentes, du point de vue du forestier. Des attentes et aussi des critiques...

« La recherche... Nous aimerions beaucoup qu'elle anticipe et qu'elle aide à anticiper... Certes la tempête de la Saint-Etienne était difficile à anticiper, mais il y a des accidents plus fréquents, car l'hypothèse « stabilité du milieu » est non acceptable. Alors quelles conséquences pour la recherche ? Par exemple, actuellement, nous observons une explosion de scolytes du hêtre, or à ce jour, c'est silence radio de la part de la communauté scientifique...

Ensuite, je fais appel à la recherche pour qu'elle engage des approches globales sur des problèmes globaux, à l'exemple de la gestion de l'eau qui doit se raisonner à l'échelle d'un bassin versant. Autre exemple, les relations forêt gibier, pour lesquelles une approche monodisciplinaire est totalement inopérante. Et un troisième exemple, celui des externalités des unités de production, qui ne peuvent être ignorées. »

« Les chercheurs... Nous exprimons plusieurs alertes en direction des chercheurs... D'abord, à propos de la diminution du nombre de personnes qui touche principalement le maillon du développement et le fragilise.

Ensuite, depuis 15 ans, nous observons un accroissement de la productivité des forêts : 11 m³ par hectare et par an au lieu de 8 m³. Or des forêts qui poussent plus vite, nous ne savons pas comment les gérer ! C'est une alerte, et aussi une demande vers les chercheurs !

Nous avons aussi des demandes croissantes de la part de la société civile vis-à-vis de la forêt, notamment depuis la Conférence de Rio. Quelles peuvent être les participations personnelles et individuelles au débat public de la part des chercheurs qui soient claires ? En souhaitant qu'elles soient une participation professionnelle et aussi une participation citoyenne. Mais en ne mélangeant pas les deux. Car il faut distinguer le dire d'expert et le dire de citoyen individuel. »

Incontestablement, les chercheurs sont très attendus ! Mais la tâche est rude : répondre sans détour à des questions nouvelles, être d'excellents professionnels, s'engager dans une participation citoyenne au débat public... et ne pas mélanger ces différentes dimensions !

Gérard Armand (IDF) complète le dossier des doléances forestières en se faisant l'interprète des préoccupations des propriétaires de la forêt privée. Ce sont d'abord des attentes sur le plan technique. Et il en produit une liste :

« L'amélioration du matériel végétal: quelles origines, pour faire produire vite ? la fourchaison du pin Laricio ; les produits agro-pharmaceutiques ; la modélisation de la croissance des essences ; l'aide à la décision pour la culture d'arbres, et notamment la pratique des éclaircies ; la qualité du bois, pin rouge et hêtre... ; la veille sanitaire... »

Et il en a encore plusieurs comme ça. Je vais m'endormir (c'est probablement aussi l'effet du Château-Couhins). Pour faire bonne mesure, il y ajoute des besoins de formation (que je n'ai pas notés). Et finalement, il appuie le DR de l'ONF dans sa demande de renforcement de l'interface... Et justement à ce propos de l'interface, il termine par une question directe à l'intention de Bertrand Hervieu alors que la vigilance générale est diminuée :

« A-t-on des nouvelles de l'ingénieur INRA qui devait être mis à la disposition de l>IDF ? ».
C'était ça LA question !

On continue avec M. Bertelin (CRPF). J'enregistre au passage quelques chiffres sur la forêt privée en Lorraine et en Alsace : 165 000 hectares au total, avec 240 000 propriétaires qui totalisent seulement 70 000 hectares. Ces chiffres sont en fait à la base de son argumentaire : il s'agit d'une forêt extrêmement morcelée.

« Alors, je vous le demande : la gestion durable et la biodiversité sur 10 ares, comment faire ? » (Et oui !)

« Il y a de la rancune vis-à-vis du monde de la recherche, car beaucoup d'erreurs ont été faites, par exemple en encourageant la monoculture... Attention aussi aux effets de mode : survient une catastrophe et on prend une orientation, par exemple à propos des insectes ».

« Ce que nous demandons d'abord à l'INRA : une pédagogie, par exemple sur la base de parcelles expérimentales à visiter ! Ce que nous souhaitons de la part des chercheurs : le transfert des informations vers les propriétaires, avec un langage compréhensible... »

Mais alors je me demande ce que font les ingénieurs du CRPF dans cette région, en tant qu'interface entre les chercheurs et les propriétaires ? Je n'ai pas la même perception en Midi-Pyrénées.

Bertrand Hervieu reste sans voix ! La forêt de Lorraine serait-elle impénétrable ?

Et maintenant que demande l'agriculture ?

Thierry Defaix, Directeur de la Chambre Régionale d'Agriculture argumente son intérêt pour l'INRA. Ce qu'il demande, c'est un partenariat de l'INRA qui conforte l'agriculture :

« La caution du monde scientifique est importante alors que le monde agricole est interpellé par la société. »

Et ceci sur trois points plus particulièrement :

- La qualité des eaux, avec un intérêt pour des études sur l'incidence positive des pratiques agricoles : *« Comment mieux construire les conseils techniques ? »*. Et là, je note un satisfecit au sujet de Mirecourt, qui est comme *« une passerelle vers les savoirs de l'INRA qui existent en d'autres lieux : c'est une chance de pouvoir travailler ensemble ! »* Voilà qui doit réjouir Marc Benoît ! Et en plus, cette remarque se situe dans la ligne... de fuite de la réponse donnée ce matin par Bertrand Hervieu à Marc Benoît.
- L'agriculture durable qui pour être durable doit être économiquement viable :
« Il faut d'abord mettre la notion d'économie comme condition d'une agriculture durable : c'est une dimension essentielle ! »
- Une Cellule Agro-Transfert à créer en Lorraine :
« Nous avons pu constater l'efficacité d'Agro-Transfert en Picardie : nous sommes consommateurs de savoir, et nous avons besoin aussi d'une structure de rencontre, ici et ailleurs, pour une valorisation commune ».

François Thierry en tant que Président de la Fédération Française de l'Agriculture Biologique a l'autorité du porte-parole de l'ensemble de la profession « Bio ». Alors, il formule d'abord des regrets avant de passer aux demandes.

Des regrets :

« Certes, je ne vais pas regretter le début du partenariat avec l'INRA. Mais l'agriculture biologique qui a de nombreux besoins n'a pas de résultats préalables sur le plan scientifique. »

Autrement dit, ce partenariat vient bien tard ! Mais les regrets, voire les critiques, portent aussi sur la manière dont les recherches sont organisées, ce qui pour François Thierry, peut pénaliser l'efficacité de l'ensemble :

« Les enjeux environnementaux et sur la sécurité alimentaire sont maintenant pris en charge par l'INRA, mais l'INRA n'est pas assez présent sur la globalité et sur l'interactivité de ces thèmes. L'INRA est trop scindé, et c'est une erreur ! »

« Pour une évolution ? Plutôt pour une révolution ! Avec moins de scientisme et plus de société. Certes, il y a des évolutions intéressantes à l'INRA, mais les partenariats, c'est comme les thèmes, ils ne doivent pas être trop isolés ! »

Des demandes et des attentes :

« Où sont les lieux de formalisation des objets de recherche ?... »

A l'évidence, François Thierry est venu pour faire poids dans ce débat. Il a la possibilité d'interpeller le patron de l'INRA, et de plus devant témoins... Et il ne s'en prive pas !

« La société doit élaborer des objets de recherche. Par exemple, concernant l'alimentation... il existe maintenant suffisamment de biens. Est-ce bien raisonnable de vouloir produire plus ? Ce n'est plus nécessaire. Donc, il ne faut pas travailler « à plus » mais « à mieux ».

Ensuite, l'évaluation et la valorisation de la recherche... avec quelle méthodologie ? Nous avons un déficit de partenariat pour conduire les recherches, et nous avons encore moins de partenariat sur la valorisation. Les chercheurs sont en veille d'échanges avec les universitaires, mais doivent aussi se préoccuper des citoyens. Il ne faut pas cloisonner les chercheurs et les citoyens ! »

Bertrand Hervieu reste encore silencieux - ce qui est quand même rare - face à ces témoignages à charge, comme pour prendre la mesure de ses interlocuteurs. Mais la défense vient du côté de l'Université et du CNRS...

Claude Burlet, Président de l'Université Poincaré, réagit aux propos de François Thierry et manifeste son désaccord :

« Le processus de création de connaissances ne peut pas se faire uniquement avec la société ! Il est un facteur de progrès pour la société... Et dans l'histoire, les originaux ont été facteurs de progrès... Et par ailleurs, on peut réaliser des recherches sans forcément avoir des applicabilités. »

Bernard Decaris (DRRT) partage la même analyse :

« La recherche est créatrice de nouvelles idées. Ce n'est pas en améliorant la bougie que l'on a découvert l'électricité ! »

Et c'est de la part des représentants du monde associatif que viennent finalement des éloges à propos de leur partenariat avec l'INRA...

Ainsi, Carole Gerlach représente ici les Foyers Ruraux ; elle se déclare très satisfaite du partenariat avec l'Unité SAD de Mirecourt :

« Pour la valorisation des paysages en milieu local, Mirecourt a participé à la conception du projet Leader+ de l'ouest des Vosges, et au montage du dossier financé par l'Union

Européenne. Et Mirecourt est associé à un projet « Fête des Paysages » qui liera la diffusion des connaissances scientifiques et des créations artistiques ».

Elle conclut : « Bravo à l'INRA de Mirecourt ! ». Une nouvelle distinction pour Marc Benoit et ses collègues.

On n'en reste pas là avec les compliments. C'est maintenant le tour de l'Association du Centre d'Initiation à l'Environnement de Champenoux, qui rappelle le rôle essentiel de l'INRA dans la création de cette association qui a une fonction d'interface entre les chercheurs et le public.

Bernard Decaris (DRRT) ajoute qu'en effet « le Centre de Nancy est promoteur dans la diffusion de la culture scientifique en Lorraine ».

Les partenariats universitaires et scientifiques de l'INRA

Bernard Decaris (DRRT) et Hélène Kirchner (INRIA) apportent chacun un éclairage spécifique, respectivement sur les productions agricoles non alimentaires, et sur la bioinformatique. Là aussi, c'est le constat de l'intérêt d'un travail avec l'INRA :

« La gestion durable du territoire est aussi un souci de l'industrie, des PME-PMI. Une voie intéressante du futur à explorer pour l'industrie, concerne les productions non alimentaires : il y a là des processus industriels qui relèvent des hautes-technologies. » (Bernard Decaris)

« Il y a beaucoup à faire avec l'INRA dans le domaine de la bio-informatique, sur l'analyse génomique et sur l'analyse des fonctions des molécules. Le domaine de la simulation informatique est aussi à développer en synergie avec l'INRA et l'ENGREF. L'INRIA en Lorraine représente 400 personnes, dont 350 pour le LORIA. Nous avons des forces pour une coopération fructueuse ». (Hélène Kirchner)

C'est d'Hélène Kirchner et de l'INRIA dont il est question dans l'article de « Le Républicain Lorrain » de ce jour : son centre va bénéficier d'une extension de 4 000 m² de locaux supplémentaires qui permettront de faire monter les effectifs d'une centaine de personnes avec le concours du Conseil Régional de Lorraine. On comprend ainsi la remarque de François Muller au cours du déjeuner (« Si l'INRA décide d'augmenter ses effectifs de 50% à Nancy, la Région l'accompagnera »).

Claude Burlet, Président de l'Université Poincaré de Nancy, exprime d'abord sa satisfaction quant au partenariat avec l'INRA :

« Le véritable changement avec l'INRA, c'est celui des Unités Mixtes. Un très grand effort et une satisfaction... Un effort financier national dans un partenariat sincère et véritable !

Et il poursuit à propos de l'appel de Bertrand Hervieu à une lisibilité européenne :

« Avec 4 universités en Lorraine, dont une à Metz, nous nous devons d'avoir cette lisibilité et non pas une dimension purement régionale. « Nancy + Metz » réunissent 7 000 personnes et 60 000 étudiants, pour un budget total de 2,6 milliards de francs. »

A ce stade, l'assistance est invitée à mesurer l'importance de cette force de frappe. Et Claude Burlet prend clairement position pour que soit reconnu aux Universités un rôle prééminent dans le pilotage de la recherche au niveau régional :

« J'affirme le rôle organisationnel des Universités sur la base de la dimension régionale. Les Universités ont un rôle d'ingénierie de projet dans la perspective du 6^{ème} PCRD. Car les Universités savent le rôle qu'elles doivent jouer : l'interdisciplinarité et le creuset des partenariats, alors que les organismes de recherche interviennent dans le cadre de leurs missions spécifiques.

Et pour remplir leur fonction de formation des futurs chercheurs et aussi des futurs cadres des entreprises, les Universités ont besoin de mieux coordonner les trois grands secteurs de recrutement : les chercheurs, les enseignants, les cadres des entreprises. Mais nous avons là

des inquiétudes à propos du Plan pluriannuel qui repose seulement sur la recherche et pas aussi sur la formation ».

On attend maintenant les réactions de Bertrand Hervieu après ces interventions copieuses... Le public ne sera pas déçu !

Des chercheurs vraiment chercheurs et vraiment partenaires

« Il ne doit pas y avoir de malentendus sur le partenariat ! Nous serons partenaires si nos chercheurs sont reconnus comme étant de bons chercheurs. Cette activité de production de connaissances doit d'abord être de la production de connaissances, sinon il n'y aura plus rien du tout ! Vous nous direz dans dix ans : les chercheurs français sont de mauvais chercheurs... »

« Il n'est pas raisonnable de demander à la recherche de suppléer la carence des institutions ! Nous nous mettons en situation de partenariat, mais pas pour nous substituer à d'autres métiers ! Tout ça, ça prend du temps... qui doit se confronter à des partenaires qui ne sont pas nous ! L'intérêt réside dans l'apport des plus-values que vous y trouverez... Si vous voulez les meilleurs chercheurs, alors ils font leur métier et pas le vôtre ! »

« Mais ne nous trompons pas : je souhaite que les chercheurs soient totalement présents dans la société. Le débat science et société passera par un dialogue avec des forces dans la société. Il faut avoir la possibilité de parler à des groupes sociaux palpables, d'où l'importance du partenariat. »

« Il faut que nous nous comprenions bien... Je défends comme position... que les orientations ne soient pas captées par les chercheurs eux-mêmes. Partager une culture scientifique signifie partager sur des questions, sinon construire des questions avant de donner des réponses. Mon souci d'abord est celui de la culture scientifique : produire des connaissances, une culture scientifique partagée, une vision du transfert. »

Marc Joucla, délégué régional CNRS, se déclare sur la même longueur d'onde que Bertrand Hervieu :

« Le CNRS est pleinement d'accord avec l'INRA dans le cadre d'un partenariat entre organismes de recherche. Nous devons être de vrais professionnels de la recherche, en tant qu'organismes et en tant que personnes pour jouer pleinement notre rôle. Et en matière de culture scientifique et technique, l'INRA et le CNRS participent à un dispositif de transfert de la culture scientifique vers le grand public. »

Bertrand Hervieu rebondit :

« Nous nous apercevons qu'il est plus facile d'avoir des coopérations entre organismes qu'entre disciplines. Et cela aboutit à des coopérations monodisciplinaires... Alors comment va-t-on réussir à construire des modes d'évaluation de la recherche qui prennent en compte la construction interdisciplinaire, l'assemblage des connaissances, l'intégration des connaissances, pour répondre aux questions de la société. Ce n'est pas facile, car on ne sait pas faire l'évaluation des chercheurs sur ces fonctions. C'est une vraie difficulté ! Une solution pour l'évaluation serait par exemple que l'on ne passe DR2 que si l'on a démontré sa capacité à construire de la synthèse ! »

A propos du développement agricole

Bertrand Hervieu :

« Le développement agricole, c'est un autre débat... »

Nous avons fait le choix d'apporter des connaissances le plus vite possible sur les maladies à prion. Et sur la problématique des semences, nous voulons approfondir très loin nos travaux en génomique. Et une autre préoccupation : comment visiter les questions « sol et agronomie » ?

Derrière tout ça, notre cible ce sont bien les questions économiques. Mais ça demande du temps. Je peux comprendre ce qu'est le temps d'un entrepreneur, mais le temps d'un chercheur ce n'est pas le même. Il faut que vous le compreniez aussi ! »
« Dans cette tension entre impatience et trop grande distance, les collectivités locales peuvent agir comme des régulateurs... »

Ici on peut entendre comme un appel à imaginer des montages novateurs entre recherche, économie et collectivités.

Avec Pascal Roklin, on apprend alors que Nancy est le siège du Centre International de l'Eau :

« Une préoccupation importante de nos sociétés : le cycle de l'eau dans les rapports urbain rural d'une part, en agriculture d'autre part. C'est une nécessité de plus en plus importante. On est préoccupé certes des pollutions d'origine agricole, mais aussi des effluents d'origine urbaine. D'où la question des boues d'épuration en agriculture. Or, on n'a pas encore assez pris en compte les impacts respectifs des pollutions agricoles et des effluents domestiques. Il faudrait être plus systémique... »

Bertrand Hervieu :

« L'INRA, avec ses Unités expérimentales, représente 11 000 hectares. C'est une question inlassable à l'INRA : faut-il garder toutes ces surfaces ? à quoi sont-elles nécessaires ? peuvent-elles constituer des outils de développement scientifique ? Nous nous posons la question pour aujourd'hui... Et demain ? L'observation de l'environnement est une grande question sur laquelle ces Unités expérimentales pourraient être consacrées »

Voilà donc une piste qui pourrait être ouverte en partenariat avec des organismes préoccupés par la question de l'eau.

Et les consommateurs ?

Annie Sancassani (UFCS) interpelle le Président de l'INRA: *« Quel partenariat avec les associations de consommateurs ? »*

Elle pointe du doigt les OGM et l'agriculture raisonnée :

« Tout d'abord la question des OGM... Nous voulons que soit adopté un seuil de pollution accidentelle par les OGM à 0,1%. C'est possible, si on interdit les cultures d'OGM. Mais les semenciers estiment que ce n'est pas possible. Alors qu'est-ce que l'on cherche ? En ce qui nous concerne, nous nous prononçons contre le brevetage du vivant et pour l'étiquetage des OGM. »

« Enfin, un décret vient de définir le cahier des charges de l'agriculture raisonnée. Nous avons deux choses à dire. Tout d'abord, nous craignons une confusion avec les signes de qualité. Ensuite, nous demandons des normes plus sévères en matière agricole. »

Bertrand Hervieu est toujours très réactif aux interpellations des représentants des associations de consommateurs lorsqu'ils s'expriment. Et il n'y manque pas aujourd'hui à Nancy :

« Le partenariat avec les organisations de consommateurs est essentiel. Mais ce n'est pas si simple que cela de les faire participer. Par exemple, nous avons invité la Présidente de l'UFC à participer au Conseil d'Administration de l'INRA. Elle nous a répondu négativement, pour des raisons de disponibilité... C'est pour faire face à ce type de difficultés que nous avons monté des « comités stratégiques » ponctuels sur des sujets spécifiques...

Vous dites que l'INRA devrait intervenir sur la définition des critères de l'agriculture raisonnée... Mais les organismes de recherche doivent-ils se transformer en producteurs de normes ? C'est une question essentielle. Et la réponse est clairement non ! Des chercheurs sur

qui le pouvoir démocratique se décharge... et que l'on accusera ensuite d'abus de pouvoir ! Il y a une tension très forte avec la production de connaissances... et plus loin une production de compréhension. Cette production de connaissances produit des contradictions, donc on veut des arbitrages et des normes.

Il faut distinguer la production des connaissances et les expertises, qui est collective, et qui est le fait d'agences telles que l'AFSSA. Ainsi, à propos des recherches sur le prion, il y a eu une « bagarre » sur le choix du lieu de l'animalerie P3. Finalement, afin que la fonction de recherche et la fonction d'expertise soient bien distinguées, le choix a été un site de l'INRA. Pénalement aussi, les choses doivent être bien distinguées entre recherche et expertise. L'expertise va être au service d'une décision politique, mais ce doit être une expertise collective et institutionnelle.

Le décret sur l'agriculture raisonnée... L'avis ne nous a pas été demandé. Mais si l'avis est demandé, nous donnerons une réponse à l'institution qui a demandé l'avis. Ceci illustre des registres d'intervention qui ne sont pas les mêmes.

Le brevetage du vivant... la question des OGM ? La réponse de l'INRA est oui à la génomique et à la post génomique... Oui c'est une priorité pour l'INRA. Oui il faut acquérir des compétences dans ce domaine ! Pourquoi ? Tout d'abord, nous devons avoir des chercheurs pour pouvoir faire, dire et avoir des capacités d'expertise. Ensuite, faut-il créer de nouveaux matériels ? C'est une question. Ainsi à propos de la vigne et du vin, nous avons de gros soucis pour le futur quant aux traitements phytosanitaires, nous devons anticiper. Nous nous sommes donnés un an pour créer des organismes génétiquement modifiés en milieu confiné. Nous avons arraché les essais en champ, et ceci pas de gaieté de cœur ! »

« Nous avons aussi continué « Génoplante », mais pas de n'importe comment. D'où le montage juridico-financier de « Génovalor ». Je peux vous résumer notre position en deux mots-clés : l'ouverture et la sécurisation... Car le monde n'est pas noir ou blanc ! La discussion est indispensable avec des groupes qui se sont dotés de compétences de recherche. Mais il n'est pas acceptable, pas admissible, que notre investissement intellectuel soit approprié par des financements fluides à l'horizon de six mois. »

Il est l'heure de conclure

Bertrand Hervieu :

« D'abord Europe et Région. C'est pour moi une interrogation importante. Si nous voulons que la construction de l'espace européen de la recherche ne soit pas un éloignement entre recherche et société, il faut un renforcement de l'ancrage territorial de la recherche. D'où la construction de polarités européennes fortes à articuler avec la stratégie régionale. Quelle place à la recherche et à l'enseignement supérieur dans le positionnement de la Région dans l'espace européen ? »

« Ensuite, l'INRA, dans ce cadre, veut se placer comme un pôle stratégique européen des sciences du vivant. Mais ceci ne peut pas se faire avec les chercheurs seulement. D'où les partenariats ; d'où la nécessité de structurer les partenariats... Un GIS, une convention... ce n'est pas la mort ! »

« On parle bien du transfert, si on parle bien des orientations... »

« Ceci illustre les enjeux autour du partenariat pour construire une polarité régionale profitable à tout le monde ! Merci »

Applaudissements

17h05

Une esquisse de démarche prospective

Les territoires de l'INRA dans le contexte de Nancy et de la Lorraine

Cette terre de Lorraine et le Centre de Nancy m'étaient jusqu'à présent relativement inconnus. Les débats que j'y ai entendus et leur retranscription m'évoquent des questions relatives à plusieurs domaines.

Il y a tout d'abord l'histoire. Ainsi, dans un des premiers numéros d'« INRA Mensuel »⁴ consacrés aux Centres, François Le Tacon (alors Président du Centre INRA de Nancy) évoque la longue lignée historique qui conduit à l'installation de l'INRA à Champenoux, il y a plus de trente ans maintenant, en 1971 : « *La recherche forestière officielle est née le 27 février 1882 par la création d'une station de recherches et d'expérimentations située à Nancy, dans le cadre de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts, elle-même créée en 1824* ». Cette localisation ne devait rien au hasard historique, puisque le site choisi était à proximité immédiate de l'arboretum d'Amance créé en octobre 1900, en forêt domaniale. L'ouvrage consacré par l'INRA à cet arboretum⁵ constitue un document unique sur ses conditions de création, sur ses essences, sur l'intérêt des observations qui y ont été conduites, et aussi sur ses liens intimes avec des artistes de l'Ecole Nancy, tout particulièrement Emile Gallé, à qui François Le Tacon a consacré un ouvrage exceptionnel.

Que dire ensuite des conditions d'implantation du Centre ? On pourrait longuement discuter à l'INRA des atouts et faiblesses d'une implantation « à l'écart ». Lorsqu'on est à Clermont-Ferrand, Theix constitue maintenant un atout pour l'Auvergne, et sa force n'est pas discutée. Alors, lorsqu'on est à Nancy, Champenoux est-il un handicap ? On répondra : tout dépend de la force des projets et du caractère des réalisations. Quoi qu'il en soit, sur ce terreau historique, l'INRA à Nancy présente aussi l'atout de son articulation avec un ensemble universitaire reconnu au niveau national et européen, avec notamment l'INP de Nancy aux côtés des INP de Grenoble et de Toulouse. Mais il faut relever aussi certaines ambiguïtés : d'une part le lien INRA et Université se traduit aujourd'hui par le fait que les Unités de recherche de l'INRA sont toutes impliquées dans des UMR ; d'autre part, j'entends que le Président de l'Université revendique la fonction de pilotage de la recherche à l'échelle régionale.

Autre sujet, la construction de l'espace européen de la recherche, un leitmotiv de Bertrand Hervieu... Nos partenaires institutionnels y prêtent certes attention. Mais j'entends une certaine incrédulité de leur part. Que met l'INRA derrière une telle préoccupation ? Et leurs préoccupations européennes, qui existent, sont-elles compatibles ou peuvent-elles être mises en synergie avec les nôtres ?

Pour raisonner les termes du montage de l'INRA à Nancy, il faut aussi compter avec le mélange d'ambition et de complexe de la région Lorraine vis-à-vis des régions voisines, notamment l'Alsace. En 1995, le directeur du CESR, lors d'une venue à Toulouse, me racontait avec beaucoup d'amertume l'épisode de l'implantation ratée du hub européen de DHL sur l'aéroport de Metz-Nancy. DHL avait été démarché par la Région Lorraine, mais le projet avait été capté et détourné par la région Alsace au profit de Strasbourg... qui avait dû ensuite l'abandonner au profit de Francfort (ou de Stuttgart). La raison en était l'opposition des riverains de l'aéroport de Strasbourg à l'accroissement potentiel des nuisances dues à l'augmentation du trafic, alors que la Lorraine offrait l'aéroport de Metz-Nancy au milieu des champs ! Les allemands de la région voisine avaient réussi à leur tour à convaincre DHL que leur site présentait beaucoup plus d'avantage que l'Alsace et évidemment encore plus que la Lorraine !

⁴ INRA Mensuel n°24, Nov.85-Janv.86

⁵ D'arbre en Art. L'arboretum d'Amance, INRA, 2000

J'évoque aussi quelques-uns des enjeux travaillés dans les travaux de prospective conduits au sein du CESR de Lorraine (Rapport de février 1993). Trois questions sont alors posées :

« *Que devient une région triplement frontalière quand il n'y a plus de frontières ?* » Autrement dit que devient l'identité d'une région qui s'était déterminée depuis des siècles dans sa fonction frontalière quand il n'y a plus de frontières... ni d'ennemis ?

« *Comment fixer les hommes et les activités dans un contexte de mobilité et de concurrence ?* » C'est ainsi que se pose la question de la séduction et de l'attractivité de la Lorraine évoquée lors du déjeuner, alors que le solde démographique de la région est négatif évalué à 10 000 habitants par an.

« *Comment utiliser nos marges de manœuvre pour faire de la Lorraine un territoire de référence ?* ». D'où la question des investissements majeurs à réaliser : le TGV ou la forêt ?

Et concernant plus spécifiquement les domaines abordés, comment se fait-il que la forêt, qui couvre une grande partie du territoire lorrain, ne figure pas au cœur des préoccupations des décideurs ? Ainsi dans le rapport produit par Guy Loinger (Cabinet GEISTEL : Groupe d'étude international sur les stratégies territoriales et l'économie locale) en janvier 1993 pour le compte du CESR de Lorraine⁶, il n'est que très rarement question des enjeux scientifiques d'une filière forêt bois portée par un pôle puissant de recherche et d'enseignement supérieur. Même déficit constaté par les interlocuteurs régionaux dans le Schéma des Services Collectifs « Recherche et Enseignement Supérieur »⁷ Certes la question de l'effondrement industriel de cette région est encore au cœur des préoccupations politiques et économiques, mais j'entends des notes relativement discordantes concernant l'engagement régional de l'INRA en matière forestière : d'un côté, le succès des unités de recherche dans leur engagement européen et, de l'autre, les interpellations nombreuses des partenaires forestiers régionaux (ONF et CRPF). Y-aurait-il un lien entre l'absence d'inscription de la recherche forestière dans la programmation régionale et certains avis critiques provenant de ses partenaires professionnels ?

Les domaines de recherche

Si je cherche à faire ressortir un trait caractéristique du débat ici à Nancy Champenoux, par rapport aux autres débats de Centre, j'identifie l'insistance mise sur la méthode et sur la nature des démarches de la recherche pour réaliser une approche du « tout ». Ce qui s'exprime de plusieurs manières et à plusieurs voix, c'est une sensibilité « au tout » : la forêt conçue comme un tout, le territoire (et ses paysages) vu comme un tout, la société agissant comme un tout... avec une méfiance vis-à-vis des découpages. Certes j'entends de la part de nos partenaires que l'on reconnaît l'utilité de connaissances partielles, mais on revendique un droit d'organisation de l'ensemble par exemple par le débat citoyen sur les objets de recherche, ou par la revendication de l'Université à réaliser une coordination régionale des organismes nationaux... C'est une des idées spécifiques au débat de Nancy par rapport à ceux des autres Centres.

L'idée d'un partenariat en amont de la recherche, et non pas sur ses résultats, évoqué par Bertrand Hervieu, me semble aller dans le même sens. D'où aussi le satisfecit exprimé quant aux travaux réalisés par l'unité de Mirecourt, dont les compétences scientifiques localisées s'impliquent avec les partenaires économiques et avec la société locale.

⁶ Guy Loinger. Etude prospective stratégique « Lorraine 2003. GEISTEL, 376 pages

⁷ Et comme pour en rajouter, l'interview de Bertrand Hervieu paru dans L'Est Républicain du 31 mars, n'évoque comme sujet d'importance pour l'INRA, en titre : « OGM et fonte musculaire ». Pas une évocation des enjeux régionaux liés à la forêt de la part du journaliste.

Deuxième trait, on réclame une lisibilité : lisibilité européenne du dispositif de recherche et d'enseignement supérieur ; meilleure compréhension des mécanismes complexes du système de la recherche.

Parmi les éléments communs avec les autres Centres, on entend à Nancy, comme à Angers ou à Montpellier par exemple, l'appel à la fonction régulatrice, voire de production de normes de l'INRA (déjà explicitée à Angers) exprimée par les organisations de consommateurs ou les associations de défense de l'environnement, d'où le renvoi renouvelé de Bertrand Hervieu aux rapports entre recherche et expertise

De même, la classique question sur les OGM, posée ici par une organisation de consommateurs, appelle la réponse non moins constante de Bertrand Hervieu qui explicite les alternatives pour le futur et pour les choix actuels de l'INRA.

Gestion des forêts, agriculture biologique et agriculture raisonnée, eau et effluents, OGM (pour les critiquer), paysages et territoires ruraux... voici les principaux objets de recherche évoqués au cours de ce débat.